

Solidaires



Second Comité Technique du CNRS convoqué le 27 janvier sur le plan d'action RGPP
suite au rejet unanime du projet, lors d'un premier vote le 18 janvier

Intervention de SUD Recherche EPST

Comme vous l'avez constaté, nous n'avons pas jugé utile de rentrer dans les détails de ce plan d'action, texte qui n'a pas été négocié, n'a jamais paru négociable et qui s'inscrit dans une démarche orientée contre l'intérêt général que nous ne pouvons en aucune façon accompagner.

Nous condamnons les faux-semblants de ce plan

- Qui prétend adapter le CNRS aux évolutions de la recherche au niveau international, alors qu'il n'est que la mise en œuvre au CNRS d'une politique générale de destruction des services publics et le dernier avatar d'une offensive de plusieurs années contre l'enseignement supérieur et la recherche.
- Un plan qui, constatant qu'une recherche efficace demande une articulation étroite entre logiques scientifiques et administratives, s'évertue à séparer les agents exerçant des tâches administratives de l'ensemble du personnel.
- Un plan qui se targue de limiter le recours aux dispositifs les plus décriés de la RGPP comme par exemple les suppressions d'emploi ou les externalisations, alors que les décisions en la matière ont déjà été prises, voire mises en œuvre pour certaines.

Surtout, SUD Recherche EPST condamne les menaces implicites qui pèsent sur les personnels au travers de ce plan d'action : redéploiement, changement de fonction, mobilité géographique, dégradation des conditions de travail... menaces aggravées par des phrases lénifiantes, telle celle sur la « recherche préalable de l'accord de l'agent », qui non seulement n'apportent aucune garantie, mais rappellent dangereusement les dispositions de la loi de mobilité des fonctionnaires.

Enfin, SUD Recherche EPST ne peut que condamner globalement ce plan d'action qui ne peut qu'entraver les missions d'intérêt général dévolues au CNRS. Feindre de ne voir là qu'une simple opération de gestion, c'est se mettre servilement au service d'une idéologie politique en oubliant le rôle de défense des services publics qui échoie aux fonctionnaires.

Au final, le Comité Technique a de nouveau rejeté le plan par 9 contre, 1 abstention (SNIRS)